

Zeitschrift:	Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française
Herausgeber:	Le messager suisse
Band:	- (1995)
Heft:	71
Artikel:	Réflexions sur une réforme du gouvernement : à la recherche d'une cohésion politique
Autor:	Eggly, Jacques-Simon
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-847863

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.01.2026

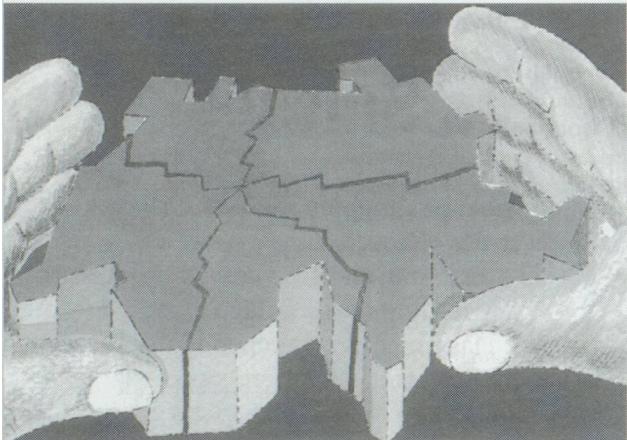
ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Réflexions sur une réforme du gouvernement

A la recherche d'une cohésion politique

En comparaison de ce qu'il en est ailleurs, la Suisse n'est vraiment pas dans une situation dramatique. Il n'en reste pas moins qu'à notre échelle, nous vivons bien une crise, plus ou moins évidente, plus ou moins larvée.

PAR JACQUES-SIMON EGGLY



► **Un recul historique** montre que toute l'histoire de notre pays a été ponctuée de deux types de périodes: l'une durant laquelle les tensions et les forces d'éclatement semblent l'emporter, l'autre où s'affirment une cohésion et une cohérence trouvées autour d'une politique déterminée. Dès les débuts de la Confédération, on en voit l'expression. Les premiers Suisses trouvent une complémentarité naturelle vers les villes: Lucerne, Zurich, Zoug, Berne. Mais presque aussitôt s'éveillent les méfiances, s'affrontent les points de vue entre la Suisse urbaine et la Suisse rupestre. C'est dans la difficulté que la Suisse passe de huit à treize cantons. Il y faudra l'intervention d'un Nicolas de Flie. Grâce à lui, l'unité est préservée et l'avenir s'ouvre.

Mais la réforme va mener au paroxysme le clivage entre cantons urbains et alpins. Tout menaçait d'éclater. Heureusement, la bénéfique défaite de Marignan et la fidélité de l'alliance française conduisirent les Suisses à une attitude de retrait, de neutralité avant la lettre, face aux conflits européens. Ainsi, l'unité l'emporta durant toute la guerre de Trente Ans qui, au XVII^{ème} siècle, ravagea l'Allemagne.

Plus connus sont les événements qui mirent la Suisse sous la botte de Napoléon, puis la menèrent à la grande crise du Sonderbund. De la conscience des dangers d'éclatement surgit cette conception de l'État suis-

se moderne, où se conjuguent les principes de la démocratie et ceux du fédéralisme.

Il y a les institutions, et il y a les comportements. Que de tensions, à travers la Première Guerre mondiale et jusqu'à la veille de la Seconde! Mais ensuite, on a l'impression que les comportements épousent l'esprit des institutions. C'est la paix du travail, l'entrée d'un socialiste au Conseil fédéral, puis, dès 1959, la formule dite magique. N'oublions pas, cependant, qu'avant un tel épanouissement, il avait fallu qu'une volonté majoritaire imposât cet État suisse moderne à ceux qui ne le voulaient pas.

Évidemment, il y a une réflexion à faire à propos d'une continuité de l'attitude vis-à-vis du monde extérieur. Certes, que d'adaptations, mais toujours cette neutralité armée prenant en compte le risque permanent d'affrontements entre nos grands voisins. Avec la guerre froide, c'était différent, mais aussi la même chose.

Le double jeu socialiste

Indiscutablement, la construction européenne autour de la Communauté, et la chute du mur de Berlin, avec ses prolongements, ont bousculé dans les profondeurs le sentiment collectif suisse. Après le vote sur l'EEE, puis celui sur les Alpes, enfin sur la naturalisation et les Casques bleus, on a vu réapparaître fortement le clivage ville-campagne; doublé d'une différence marquée entre Suisse romande et Suisse alémanique. Il y eut aussi l'affaire Kopp et ses conséquences. De ce moment semble être apparue une faille dans les relations entre le peuple et ses autorités. La confiance n'est plus ce qu'elle était.

Le bouleversement du paysage

extérieur a eu un autre effet. C'est grâce à leur ralliement à la défense nationale que les socialistes ont été associés au gouvernement de ce pays. Aujourd'hui, sans reniement avoué, ils n'ont de cesse de se démarquer, jusqu'à remettre en cause l'effort minimum indispensable à accomplir dans ce domaine.

Toutefois, c'est avec le déficit des finances fédérales, lié à la situation économique, que se révèlent, aux yeux de tous, les limites de notre formule magique. Nous ne sommes pas dans l'une de ces crises dramatiques où le consensus derrière une politique indiscutable s'impose à tous. Nous ne sommes plus dans une période de facilité où le consensus s'établissait grâce à une oeuvre de redistribution par un État de plus en plus providence. Nous sommes à un moment où des choix clairs devraient être accomplis. Or, le régime de coalition molle où nous baignons n'y réussit pas. S'étant engagé dans des tâches et des charges qui n'étaient pas toujours prioritaires, l'État fédéral y a aussi engagé les cantons. Aujourd'hui, sa tendance à la facilité l'incite à se décharger sur le dos des cantons, sans alléger ces derniers, pour autant, de la panoplie d'injonctions, de prescriptions et de surveillances fédérales qui les corsètent. Mais tout indique que l'avenir est à un réaménagement de toutes les relations fiscales et financières entre la Confédération et les cantons. C'est par une telle approche que notre fédéralisme doit être régénéré et revivifié. Un rapport d'experts de l'Association suisse des banquiers a fait des propositions très importantes à ce sujet.

L'autre facilité consiste à rétablir les finances en chargeant fiscalement, et en cotisations sociales, les particu-

liers et les entreprises. Cette vision comptable des finances publiques, sans dimension économique, n'est plus acceptable, n'en déplaise à M. Otto Stich.

Certes, il y a la démocratie directe. Dicterait-elle le seul régime de coalition large? On voit ce qu'il en est. Blocage en politique étrangère. Affrontements sur l'assurance maladie, sur l'AVS, sur l'assurance chômage, même. Le consensus n'est plus là que pour lui-même, pour le partage du pouvoir; il ne garantit pas une politique.

L'exemple du canton de Genève

C'est une telle analyse de situation qui a provoqué un changement brusque, à Genève, dans la composition du Gouvernement cantonal. Par une campagne dite «Genève gagne», les milieux économiques de la Cité en ont appelé au retour de la confiance, au civisme des chefs d'entreprise, mais aussi à une politique cohérente, menée par un Gouvernement uni. Cela a contribué à écarter les socialistes du Conseil d'État aux dernières élections. Et, de fait, le nouveau gouvernement semble approcher de son objectif d'assainissement des finances et d'aide à la relance économique. Sans doute, d'autres cantons y tendent-ils, avec des socialistes au gouvernement. Mais, à l'échelon fédéral, beaucoup de signes indiquent qu'un électrochoc à la genevoise serait très nécessaire. Il aurait fallu qu'il se produise lors de la succession de René Felber. Ce qui s'est passé alors fut une pantalonnade indigne. On a perdu l'occasion de remettre les cartes à plat.

Concluons. Nous sommes dans une période intermédiaire. Ce n'est ni le Sonderbund, ni l'union sacrée de

1940. Les forces d'unité et de division sont dans une espèce d'équilibre mal défini et instable. C'est une situation dont il faut sortir. Il faut à la Suisse un retour à la cohésion par une ligne cohérente. Nous croyons qu'une période (quatre ans seulement, peut-être, voire huit ans...) où s'affirmerait une coalition resserrée devrait s'ouvrir. Nous croyons que les socialistes devraient être mis dans une cure d'opposition... La question pourrait se poser pour l'UDC, plus tard, avec la politique européenne.

Mais le volet des finances publiques est prioritaire, avec les volets de la sécurité sociale et de la défense nationale. Autrement dit, si la Suisse veut retrouver un nouveau souffle économique, politique, psychologique, les choses ne peuvent plus continuer ainsi. C'est aux partis bourgeois gouvernementaux d'en prendre conscience et d'assumer leurs responsabilités en année électorale. S'ils ne le faisaient pas, ils ne répondraient pas à l'exigence du temps et ils entamerait le potentiel du pays qu'ils ont le devoir de conduire. En se montrant, au contraire, à la hauteur de la situation, ils ne risqueront pas davantage le blocage en votation populaire qu'ils ne le risqueront en perpétuant ce faux consensus du chacun pour soi. Et si le but, à terme, est un retour à un vrai consensus, le chemin y menant le mieux sera un passage par une expression politique majoritaire claire et marquée: comme cela s'est imposé à plusieurs reprises dans notre histoire. La cohésion réelle et la confiance se gagnent par la cohérence. Nous croyons que s'approche, dans ce pays, un moment de vérité.

In Bulletin du Crédit Suisse, nov/déc 1994